

Ad 85.056

PTT. Voranschlag 1986. Nachtrag I
PTT. Budget 1986. Supplément I

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. April 1986
 Message et projet d'arrêté du 16 avril 1986

Beschluss des Ständerates vom 9. Juni 1986
 Décision du Conseil des Etats du 9 juin 1986

Schärli, Berichterstatter: Auf Antrag der Sektion PTT empfiehlt Ihnen die Finanzkommission einstimmig, dem Nachtrag I zum Finanzvoranschlag 1986 der PTT-Betriebe zuzustimmen. Es geht um folgendes:

1. Um Zahlungskredite: Das Total des Nachtragskredits beträgt 2,2 Millionen. Begründung: Die PTT-Betriebe werden sich voraussichtlich an der Swissair-Aktienkapitalerhöhung beteiligen. Der Nachtragskredit dient zur Deckung des zu erwartenden Agios.

2. Um Verpflichtungskredite für Liegenschaften: Es liegen Zusatzkreditbegehren und ein neuer Verpflichtungskredit für Gebäude im Gesamtbetrag von 11,35 Millionen Franken vor. Davon entfallen auf projektbedingte Zusatzkredite 6,65 Millionen Franken u. a. für Bellinzona (Postbetriebsgebäude), Riggisberg (Telefongebäudeerweiterung), Langnau im Emmental (P- und T-Gebäudeerweiterung). Weiter liegt ein Begehren auf teuerungsbedingte Zusatzkredite von 2,24 Millionen Franken für das Postbetriebsgebäude Bellinzona, für Chiasso und für das Titlis-Fernmeldemehrzweckgebäude sowie der neue Verpflichtungskredit von 2,565 Millionen Franken für Disentis vor.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 – 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1 à 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 69 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

85.062

Hochwasserschutz im unteren Langetental.
Beitrag

Protection contre les crues sur le cours
inférieur de la Langeten. Contribution

Botschaft und Beschlussentwurf vom 30. Oktober 1985 (BBI III, 440)
 Message et projet d'arrêté du 30 octobre 1985 (FF III, 422)

Beschluss des Ständerates vom 3. März 1986
 Décision du Conseil des Etats du 3 mars 1986

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Gurtner

Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag, dass ein umfassender Schutz der Wassermatten rechtlich gewährleistet wird.

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Gurtner

Renvoi au Conseil fédéral

en l'invitant à prévoir des mesures juridiques propres à assurer la pleine sauvegarde des prairies irriguées.

Präsident: Ich möchte Ihnen mitteilen, dass Frau Gurtner ihren Antrag zurückgezogen hat.

Mme **Deneys**, rapporteur: La Commission de la santé publique et de l'environnement vous propose d'entrer en matière et d'approuver l'arrêté fédéral prévoyant une contribution de 30 pour cent ou au maximum de 19 860 000 francs aux travaux de correction du cours inférieur de la Langeten. La commission a consacré, sur place, le temps nécessaire à l'examen détaillé du projet. Elle a en particulier entendu les responsables locaux sur le terrain. Elle a ainsi pu se faire une opinion fondée.

Je vous exposerai donc aujourd'hui, brièvement, pourquoi cette correction est nécessaire, en quoi consiste le projet retenu, les problèmes liés au maintien des prairies humides et, enfin, la base légale justifiant l'intervention de la Confédération dans ce domaine.

La Langeten est un petit cours d'eau d'aspect tout à fait paisible en temps normal. Son débit moyen, calculé sur cinquante ans en période de crue moyenne, est de 2 m³/s à la station de Lotzwil. En période de hautes eaux, la moyenne des maxima atteint 39 m³/s. Le 30 août 1975, on a même pu mesurer une pointe extrême de 90 m³/s. Ces hautes eaux sont dues aux gros orages qui s'abattent assez fréquemment sur le bassin d'alimentation de la Langeten, la région du Napf, et à la structure géologique du sous-sol. Depuis 1924, la Langeten est sortie plus de septante fois de son lit. Les inondations consécutives à la crue de 1975 ont amené les compagnies d'assurance à verser 62 millions de francs de dommages pour les dégâts causés. Toutefois, à l'avenir, les assurances n'indemniseront de tels dégâts que si des mesures sérieuses sont prises pour remédier aux causes qui les provoquent.

La solution préconisée maintenant résulte de quarante années de discussions et de recherche, puisque le premier projet de correction date des années 1943/44. On ne peut donc en tout cas pas reprocher aux Bernois d'agir sous le coup de la précipitation ou de l'émotion. Le projet qui nous est soumis consiste en deux types de travaux. Le premier, et le plus important puisqu'il représente les deux tiers du coût total, est la construction d'un puits de décharge et d'un canal de déviation souterrain long de 7868 mètres et d'une

capacité d'écoulement d'environ 58 m³/s, entre Madiswil et l'Aar. Le deuxième type de travaux consiste en un réaménagement du lit de la rivière, de Kleindietwil à Roggwil, sur une distance de 15,2 kilomètres. Le canal souterrain ne sera alimenté que lorsque le débit dépassera la capacité du lit, soit au-delà de 12 m³/s, afin de conserver à la Langeten son véritable caractère de rivière. On continue à admettre en même temps un léger risque d'inondation.

Quant au recalibrage du profil de la rivière, il a fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des protecteurs de la nature qui ont été étroitement associés au choix des mesures prévues. De longues sections seront stabilisées avec des végétaux et les rives seront consolidées par des rondins, des racines d'arbres et des buissons. Sur le tronçon Langenthal-Roggwil, la stabilisation végétale sera combinée avec une stabilisation en blocs de pierre naturelle.

Dans les zones construites seulement, on ne pourra pas éviter la construction de murs de rives.

Venons en maintenant aux problèmes soulevés par le maintien et la protection des prairies humides, qui figurent dans l'inventaire fédéral du paysage et des monuments naturels d'importance nationale. Il s'agit, en fait, non pas d'un paysage naturel mais au contraire d'un paysage profondément humanisé, résultant des techniques de culture développées depuis le Moyen-Age. Ces prairies humides, découpées par les canaux d'irrigation et entourées d'arbres et de buissons, ne correspondent évidemment plus aux techniques actuelles ni aux exigences de rentabilité imposées à l'agriculture. C'est pourquoi leur surface a considérablement diminué. Elles occupaient, au début de ce siècle, environ 500 hectares et il n'en reste plus aujourd'hui que 50 à 60. Il est donc évident que leur sauvegarde n'est que partiellement liée au problème de la correction de la Langeten mais qu'une fois les inondations maîtrisées l'exploitation traditionnelle de ces prairies risquerait d'être abandonnée car l'entretien des installations d'irrigation exige beaucoup de travail. Outre leur grande valeur du point de vue du paysage, de la protection de la faune et de la flore, les prairies humides garantissent une meilleure alimentation de la nappe phréatique. Celle-ci doit être maintenue à un niveau aussi élevé que possible si l'on veut maintenir une bonne qualité à l'eau potable qui doit y être prélevée.

Les diverses exigences posées ont conduit l'Office fédéral pour la protection de l'environnement et l'Office fédéral des forêts et de la protection du paysage à procéder à une étude d'impact, probablement la première du genre, au sens de la nouvelle loi sur la protection de l'environnement, et on est arrivé à la conclusion que le maintien des prairies humides n'est possible que si des indemnités sont accordées par la Confédération et le canton. Le Conseil exécutif du canton de Berne a pris, le 15 mai 1985, un arrêté de protection de ces prairies.

Pour le moment, des représentants de tous les milieux concernés – agriculteurs, protecteurs de la nature, notamment – réunis en association simple, travaillent à mettre au point le statut juridique et la procédure d'indemnisation, non seulement dans le but de maintenir les prairies existantes mais encore d'en accroître à nouveau l'étendue. L'Institut de géographie de l'Université de Berne est également associé étroitement à ce travail. Il est possible et probable qu'une fondation reprenne ensuite l'animation et le contrôle de l'ensemble, fondation à laquelle la Confédération pourrait participer.

Sur le plan légal, la participation de la Confédération repose sur les articles 24 et 24bis de la constitution fédérale; les articles 9 et 10 de la loi fédérale sur la protection des eaux; la protection des prairies humides, quant à elle, met en application l'article 13 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage.

Le coût total du projet a été estimé en 1982 à 66 millions de francs, répartis entre canton – 30 pour cent – Confédération – 30 pour cent – et communes groupées en association – le reste. Lors de la votation populaire du 9 juin 1985, les citoyennes et citoyens du canton de Berne ont approuvé l'octroi du crédit cantonal à une très forte majorité. Je vous

prie d'en faire de même et d'accepter l'arrêté fédéral qui nous est proposé. Le groupe socialiste se rallie également à cette proposition.

Hari, Berichterstatter: Langenthal wurde von alters her immer wieder von Ueberschwemmungen heimgesucht. Deshalb hat man sowohl die Marktgasse als auch die Bahnhofstrasse zu Notablässen ausgebaut, die das Wasser zur Versickerung in den nahegelegenen Hardwald ableiten. Wenn die Langeten mehr als 12 Kubikmeter Wasser pro Sekunde führt, muss dieses durch die Strassen abgeleitet werden. Bis zu 32 Kubikmeter Wasser pro Sekunde können auf diese Weise schadlos abgeleitet werden. Von 1925 bis 1975 musste das Hochwasser 64mal abgeleitet werden. Man höre und staune: In den letzten 14 Tagen floss das Wasser viermal durch die Strassen Langenthals. Am 30. August 1975 stellte man bei der Messstation Abflussmengen von mehr als 100 Kubikmeter Wasser pro Sekunde fest, was natürlich gewaltige Schäden verursachte. Die Versicherungsgesellschaften bezahlten einzig für dieses Hochwasser Schäden von über 60 Millionen Franken.

Die Gemeinden um Langenthal herum haben seit jeher, erstmals bereits im 13. Jahrhundert, Schutzmassnahmen getroffen. Leider konnten die bisherigen Massnahmen weitere Schäden nicht verhindern. Man will nun zu einer Grosseanierung schreiten. Grob gesehen sieht das Projekt wie folgt aus:

Unterhalb von Madiswil soll ein senkrechter, 80 m tiefer Schacht mit einem anschliessenden Entlastungsstollen von 7640 m Länge und einer Lichtweite von 3,30 m erstellt werden. Dieser Schacht mündet dann unterhalb des bestehenden Kraftwerkes Bannwil wiederum in die Aare. Durch diesen Stollen würden pro Sekunde maximal 58 Kubikmeter Wasser abfliessen, 32 Kubikmeter durch die Strassen und 12 Kubikmeter noch durch die bestehende Langeten, was also über 100 Kubikmeter ausmacht.

So dürfen wir damit rechnen, dass Ueberschwemmungen nach menschlichem Ermessen nur mehr pro hundert Jahre einmal vorkommen werden. Die bestehenden Wässermatten sollten erhalten bleiben und die betreffenden Wässerungsablässe und Wehre wie auch die Gräben erneuert und verbessert werden.

Die beitragsberechtigten Kosten für den Hochwasserschutz im unteren Langental sind auf 66,2 Millionen Franken veranschlagt. Der Bundesbeitrag würde 30 Prozent ausmachen, also 19 860 000 Franken.

Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, diesem Bundesbeschluss zuzustimmen.

Gestatten Sie mir, dass ich einfachheitshalber hier auch den Antrag der SVP-Fraktion bekanntgebe. Diese beantragt Ihnen einstimmig Zustimmung zum Bundesbeschluss.

Frau Gurtner: Ich wende mich nicht grundsätzlich gegen dieses Projekt, darum habe ich auch den Rückweisungsantrag zurückgezogen. Ich möchte aber doch einige Bemerkungen dazu machen.

Die Hochwasserschutzmassnahme mittels des unterirdischen Kanals betrachte ich auch aus ökologischen Gesichtspunkten als eine gute Lösung. Von dieser Seite her könnte ich dem Projekt auch vorbehaltlos zustimmen. Einige Bedenken bleiben mir aber nach wie vor bezüglich der Erhaltung der Wässermatten bei Langenthal, die direkt im Zusammenhang mit diesem Projekt gesehen werden müssen.

Die Wässermatten sind in Form und Funktion ein altes Wiesland mit Bewässerungssystem. Von natürlichen Flüssen oder Bächen aus wird mittels Schleuseneinrichtungen das Wasser in ein sinnreich angelegtes Netz von Kanälen geleitet und dort zur Ueberflutung und Ueberrieselung der Matten gebracht. Ursprünglicher Zweck der Wässermatten war die Ertragsteigerung in der Landwirtschaft, nicht nur durch die Befeuchtung, sondern vor allem durch die Düngung.

Die Wässermatten bilden heute mit ihrer besonderen Schönheit zudem eine reizvolle Naherholungslandschaft. Die Wäs-

sermatten der Langeten, der Rot und der Oenz sind als letzte Zeugen und Rest einer ehemals weitverbreiteten Kulturlandschaft im schweizerischen Mittelland in das Bundesinventar der Landschafts- und Kulturdenkmäler von nationaler Bedeutung aufgenommen worden. Insbesondere müssen Sie auch wissen, dass in Europa Wässermatten praktisch verschwunden sind.

Die Kulturlandschaft der Wässermatten ist nun aber sehr stark gefährdet. Um die Jahrhundertwende betrug die Wässermatten in Langenthal noch über 500 Hektaren, heute sind es weniger als 60 Hektaren. Verschiedene Gründe sind dafür verantwortlich; ich beziehe mich dabei auf einen Bericht von Dr. Leibundgut vom Geographischen Institut der Universität Bern. Danach sind Bewässerung und Unterhalt der Anlagen arbeitsintensiver, die Düngewirkung durch das Flusswasser ist dem Kunst- und Stalldünger unterlegen. Die vielen Gräben, das Feinrelief der Matten erschweren den Einsatz der landwirtschaftlichen Maschinen, die Futterqualität ist schlechter als jene der Kunstwiesen. Die allgemeine Intensivierung der Landwirtschaft und agrarpolitische Massnahmen (Milchkontingentierung) bewirken eine Verlagerung auf den Ackerbau. Weite Teile der Wässermatten sind zudem potentielle Fruchtfolgeflächen und für einzelne Landwirtschaftsbetriebe die bestgeeigneten Ackerflächen. Um die Erhaltung der Wässermatten sicherzustellen, hat die Berner Regierung am 15. Mai 1985 beschlossen, die notwendigen Massnahmen vorzubereiten, aber eben, diese Massnahmen sind erst in Vorbereitung. Was bei diesen Vorbereitungen letztlich herauschauen und was unter den Tisch fallen wird, ist sehr ungewiss. Ich habe deshalb am 20. Juni 1985 eine Motion eingereicht, in der ich verlangte, dass die Erhaltung dieser Wässermatten durch den Bund rechtlich abgesichert werde. Der Bundesrat empfiehlt, die Motion mit dem Hinweis auf die sich in Vorbereitung befindlichen Massnahmen der Berner Regierung als erfüllt abzuschreiben.

Ich habe aber diesbezüglich doch etwelche Bedenken. Wohl darf damit gerechnet werden, dass die rentablen Hochwasserschutzmassnahmen korrekt ausgeführt werden; die wirtschaftlich unrentablen, landschaftlich jedoch eminent wichtigen Massnahmen zum Schutz der Wässermatten werden hingegen kaum in vollem Umfang gewährleistet sein.

Der Bundesrat erwähnt in der Beantwortung meiner Motion, dass er bei Gefährdung der Wässermatten aufgrund von Artikel 15 und 16 des Natur- und Heimatschutzgesetzes die Wässermatten als Naturlandschaft von nationaler Bedeutung vorsorglich unter den Schutz des Bundes stellen und zu deren Erhaltung die nötigen Sicherungen anordnen kann.

Unter der Bedingung, dass der Bundesrat, Herr Schlumpf, nochmals ausdrücklich seine Zusicherung gibt, den Erhalt und Schutz der Wässermatten zu überwachen und auch die konsequente Anwendung der erwähnten Gesetzesartikel zu garantieren, kann ich dem vorliegenden Geschäft zustimmen.

M. Thévoz: Rivière agreste au cours tranquille en temps normal, la Langeten peut se muer soudain en torrent impétueux et dévastateur lorsque de gros orages foncent sur le massif du Napf où elle prend sa source.

Les travaux, déjà exécutés jadis ou projetés aujourd'hui pour maîtriser ses sautes d'humeur et ses frasques ont été décrits avec pertinence par les rapporteurs de la commission. Je n'y reviendrai donc pas.

Cependant, le groupe libéral, qui soutiendra le projet qui nous est soumis, tient à en souligner plusieurs aspects, à son avis exemplaires, des conditions qui ont présidé à son élaboration. La topographie de la région a ceci de particulier que tous les habitants de la vallée, citadins et campagnards, subissent de plein fouet les conséquences des débordements de la rivière. C'est notamment le cas de la ville de Langenthal, aux légendaires rues canaux. C'est donc avec une belle unanimité, toutes professions confondues, que ses habitants ont constitué l'«Association pour la protection

de la région contre les crues». La solution adoptée fait, elle aussi, l'unanimité.

La construction d'une galerie de décharge souterraine ne nécessite en effet aucune emprise sur les terrains cultivables, et ne modifie en rien le milieu naturel. Cet élément, auquel il faut ajouter le renforcement des rives du cours d'eau à ciel ouvert, en respectant les exigences les plus récentes de l'écologie et de la protection des sites, permet d'affirmer que la main de l'homme embellira le paysage.

Il faut relever aussi le fait que l'on maintiendra dans la région les prairies irriguées, ou mouillères, qui y subsistent encore. Il s'agit là d'une survivance d'une époque révolue et d'un anachronisme indéfendable sur le plan de l'économie agricole. Mais ces prairies figurent dans l'inventaire fédéral des paysages et monuments culturels d'importance nationale. Elles sont donc protégées. Les propriétaires devront bien sûr être indemnisés pour compenser les inconvénients et les pertes résultant d'une telle servitude.

Les décisions du Conseil exécutif du canton de Berne concernant les mesures à prendre pour protéger ces prairies donnent toutes garanties à cet effet, et doivent être en mesure de rassurer Mme Gurtner. Or, ces mouillères jouent aussi un rôle important pour la région, en ce sens qu'elles contribuent à l'approvisionnement de la nappe phréatique, dont l'existence et le maintien sont indispensables pour assurer le ravitaillement en eau potable des nombreux habitants de la vallée. Là, à notre avis, réside la principale justification de leur maintien.

Tous ces éléments sont donc réunis pour nous engager à accorder sans délai l'aide financière de la Confédération, à raison de 30 pour cent de la dépense, soit 19 860 000 francs, le solde étant assumé conjointement par les propriétaires intéressés, les communes de la région et le canton de Berne.

Hari, Berichterstatter: Aus folgendem Protokollauszug einer Sitzung des Berner Regierungsrates können wir entnehmen, dass unser Regierungsrat nicht nur angeblich negative Seiten zeigt, sondern eben auch positive. Ich kann Ihnen bekanntgeben, dass der Regierungsrat bereits am 15. Mai 1985 folgendes beschlossen hat:

«1. Die Wässermatten des Oberaargaus sollen als Reste und Zeugen einer ehemals weit verbreiteten Kulturlandschaft des schweizerischen Mittellandes und als Landschaft von nationaler Bedeutung erhalten werden. Als erstes werden die zuständigen Direktionen beauftragt, einen Erlass des Regierungsrates für die Schaffung des Schutzgebietes Wässermatten Langeten vorzubereiten. Zu diesem Zweck haben die zuständigen kantonalen Instanzen sogleich zusammen mit den interessierten regionalen Organisationen die notwendigen Massnahmen vorzubereiten, insbesondere die erforderlichen hydrogeologischen, ökologischen und landwirtschaftlichen Untersuchungen durchzuführen (dieser Zwischenbericht erfolgt leider erst nächste Woche), das Schutzgebiet Wässermatten Langeten abzugrenzen, die Landschaft, Natur- und Grundwasserschutzbestimmungen zu formulieren, die zugehörigen Perimeter festzulegen, die erforderlichen Beschränkungen, Wässerungsvorschriften, Sanierungs- und Unterhaltmassnahmen für das Wässerungssystem sowie Pflegebestimmungen und Entschädigungsregelungen zu erarbeiten, mit den betroffenen Grundeigentümern die notwendigen Verhandlungen zu führen und die entsprechenden Dienstbarkeitsverträge vorzubereiten.» Dieser Beschluss der Berner Regierung zeigt doch, dass der Wille zur Erhaltung dieser Wässermatten absolut vorhanden ist.

Bundesrat Schlumpf: Ich habe Frau Deneys und Herrn Hari zu danken für die umfassende Darstellung der Vorlage. Ich möchte Ihnen sagen, dass der Bundesrat voll zur projektierten Sanierung steht. Wir sind mit dem Kanton Bern der Meinung, dass man hier technisch eine Pionierlösung gefunden hat, um gerade den Gesichtspunkten, die Frau Gurtner zu Recht erwähnte, von der technischen Lösung her Rechnung tragen zu können.

Der Kostenbeitrag des Bundes in der Höhe von rund 20 Mil-

lionen Franken ist durchaus verhältnismässig gerecht. Es besteht hier ein nationales Interesse, weil nämlich im Falle von hochwasserbedingten Schäden der Bund auch seine Beiträge zu leisten hat. Es ist also auch aus dieser Sicht zweckmässig, angemessene Beitragsleistungen des Bundes für die Schadenverhütung zu sprechen, um dann eben weniger Schadenfälle vergüten zu müssen.

Die Vorlage ist sachgerecht, sie ist verhältnismässig, sie ist wirkungsvoll, und sie ist nützlich. Ich gebe gerne die Erklärung ab, die Frau Nationalrätin Gurtner wünschte, dass der Bundesrat selbstverständlich darüber wachen und dafür sorgen werde, dass diese Wassermatten, die tatsächlich erhaltenswert sind, auch geschützt bleiben. Wir werden diese Verpflichtung, die wir ja in der Botschaft übernommen haben, auch respektieren. Ich bin Ihnen für Eintreten und Zustimmung dankbar.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 79 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

86.027

SBB. Geschäftsbericht und Rechnungen 1985

CFF. Gestion et comptes 1985

Botschaft und Beschlussentwurf vom 30. April 1986
Message et projet d'arrêté du 30 avril 1986

Beschluss des Ständerates vom 9. Juni 1986
Décision du Conseil des Etats du 9 juin 1986

Bezug bei der Generaldirektion SBB, Hochschulstrasse 6, Bern
S'obtiennent auprès de la Direction générale des CFF, Hochschulstrasse 6, Berne

Kühne, Berichterstatter: Die Verkehrskommission hat Rechnung und Geschäftsbericht am 12. Mai beraten und mit Genugtuung festgestellt, dass das Ergebnis 1985 den Aufwärtstrend der letzten Jahre fortsetzt. Bei Erträgen von 3,87 Milliarden und Aufwendungen von 4,151 Milliarden Franken muss ein Fehlbetrag ausgewiesen werden, welcher sich auf 281 Millionen Franken reduziert hat. Somit zeigt sich seit 1982 doch eine bemerkenswerte Entwicklung zum Besseren. Wenn Sie die Zahlen ansehen, so hatten wir 1982 einen Fehlbetrag von 498 Millionen Franken und einen negativen Cash-flow von 57 Millionen. 1983 betrug der Fehlbetrag 432 Millionen und der Cash-flow 25 Millionen. 1984 Fehlbetrag 304 Millionen, Cash-flow 194 Millionen. 1985 schliesslich Fehlbetrag 281 Millionen, Cash-flow 220 Millionen. Der Aufwand hat mit einer Zunahme von 2,8 Prozent weniger stark zugenommen als der Ertrag, welcher mit einer Zunahme von 3,6 Prozent ausgewiesen ist.

Bei den Erträgen hat der Bereich Personenverkehr sich erfreulich entwickelt und den Güterverkehr erstmals wieder seit 1945 überflügelt. Dabei ist der Ertrag mit 6,2 Prozent stärker gestiegen als die Frequenz mit 3 Prozent Zunahme, dies als Folge der Tarifierhöhungen vom 1. Mai 1985. Ganz besonders positiv verlief die Entwicklung im Binnenverkehr. Die Schweizer benützten wieder vermehrt die Bahn.

Der Güterverkehr steht nach wie vor in einem harten Konkurrenzkampf. Die Mengen stiegen um bescheidene 2,4 Prozent und die Erträge nur um 0,1 Prozent. Die einzelnen Verkehrsarten entwickelten sich unterschiedlich. Die Huckepack-Transporte nahmen erfreulich zu, Grosscontainer-Verkehr und Wagenladungen vermochten zu befriedigen, die Einführung von Cargo Domizil anstelle des früheren Stückgutes brachte einen Mengenrückgang und noch grössere Ertragsausfälle. Dem stehen aber Kosteneinsparungen gegenüber, welche nach Angaben von Herrn Generaldirektor Latscha die Einbussen bei weitem überwiegen.

Gesamthaft muss aber zum Güterverkehr festgestellt werden, dass der Einbruch, welcher namentlich 1982 stattgefunden hat, erst teilweise überwunden werden konnte. Mit guten Marketing und ebenso guten Leistungen sind die Kunden bei der Stange zu halten und neue zu gewinnen.

Die Nebenerträge haben stark zugekommen. Bessere Erträge bei Mieten und Pachten sind ein Hauptgrund. Den gestiegenen Einnahmen für Verkauf von Energie stehen höhere Aufwendungen für Energieankäufe gegenüber. Das Ausgabenwachstum ist unter Kontrolle. Die Gesamtaufwendungen haben zwar um 2,8 Prozent zugenommen, sie liegen aber damit um 1,6 Prozent oder um 68 Millionen Franken unter dem Voranschlag. Die Verbesserung ist schwerwichtig auf einen kleineren Personalbestand zurückzuführen. Der Personalbestand lag mit 37 109 Einheiten um 1050 Personen tiefer als vor einem Jahr oder um 700 unter dem Voranschlag. Ueberschreitungen gab es beim Sachaufwand in der Grösse von 8 Millionen Franken, dies namentlich durch höhere Fahrzeugmieten.

Ein gesamthaft positives Bild zeigen eindrücklich einige Kennziffern, ganz besonders, wenn wir den Zeitraum seit 1982 betrachten. Bei einem Index von 100 Punkten im Jahre 1982 ergeben sich für das verflossene Jahr folgende Werte: Ertrag gesamthaft 112 Punkte, Ertrag Personenverkehr 118 Punkte, Ertrag Güterverkehr 107 Punkte; Nebenertrag 125 Punkte und Fehlbetrag – und hier ist es nun besser, wenn es unter 100 geht, und das ist es tatsächlich – Reduktion auf 56 Punkte, Personalbestand 95 Punkte. Daraus ergibt sich eine positive Entwicklung der Verkehrsproduktivität auf 112 Punkte.

Die Investitionsaufwendungen blieben stark hinter dem Voranschlag zurück. Nach Angaben der SBB ist das einerseits auf Verzögerungen bei der Planung und den Vorbereitungen und andererseits auf Kostenoptimierungen zurückzuführen. Selbstverständlich schätzen wir kostenbewusstes Verhalten sehr. Wir müssen aber darauf hinweisen, dass *beim enormen Nachholbedarf Investitionen zügig vorgenommen werden müssen*. Der Bahnkunde schätzt modernes Rollmaterial und zeitgemässe Bahnhofanlagen. Ebenfalls im Bereich der Schieneninfrastruktur bleibt noch viel zu tun. Die Investitionen zulasten der SBB nahmen lediglich um 10 Millionen zu auf 789 Millionen.

Als Beitrag Dritter an die Investitionsaufwendungen sticht der Beitrag des Kantons Zürich an die S-Bahn im Betrag von 142 Millionen Franken hervor. Der Kanton Zürich wird damit in wenigen Jahren zu einem modernen öffentlichen Verkehrsnetz kommen, zu welchem er aber bedeutende eigene Leistungen erbringt. Das Zürchervolk hat mit einem Entscheid für die S-Bahn Grosszügigkeit und Weitsicht gezeigt. Für die SBB wirkt es sich positiv aus, dass der Investitionsschwerpunkt Zürich zeitlich vor die Realisierung des Konzeptes «Bahn 2000» eingereicht worden ist.

Wie in den Vorjahren gab die Frage der krankheitsbedingten Absenzen Anlass zur Diskussion. Die durchschnittliche Abwesenheit zufolge Krankheit ist nochmals angestiegen und beträgt jetzt 18 Tage. Das erscheint der Kommission hoch, und sie erwartet, dass die vor Jahresfrist angekündig-

Hochwasserschutz im unteren Langetental. Beitrag

Protection contre les crues sur le cours inférieur de la Langeten. Contribution

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1986
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.062
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1986 - 08:00
Date	
Data	
Seite	867-870
Page	
Pagina	
Ref. No	20 014 399

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.